



Ville de Draguignan

## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A-2024-1019

**Richard STRAMBIO**, Maire de la commune de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 ;

Vu le Code de commerce et notamment les articles L. 310-2, L. 740-1 à L. 740-3 ;

Vu le Code pénal et notamment l'article L. 321-7 ;

Vu la loi n° 96.603 du 05 juillet 1996 relative au développement et la promotion du commerce et de l'artisanat ;

Vu la loi n° 2008.776 du 04 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu le décret n° 2009.16 du 07 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage et pris en application de l'article L. 310.2 du Code de commerce ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 janvier 2009 relatif à la déclaration préalable des ventes au déballage ;

Considérant la déclaration préalable de vente au déballage déposée en mairie de Draguignan le 31 mai 2024 ainsi que le dossier d'occupation du domaine public du 13 mai 2024, par Madame SALOMEZ Sophie, Présidente de l'association « Les Enfants d'Abord », dont le siège social se situe au Centre Hospitalier de la DRACÉNIE, route de Montferrat à Draguignan, détentrice de ses papiers réglementaires, en vue d'organiser une vente au déballage de type vide-grenier à Draguignan, le dimanche 16 juin 2024 sur la totalité du parking des allées d'Azémar à Draguignan ;

Considérant qu'il convient de réglementer l'autorisation de l'occupation du domaine public communal pour l'organisation de cette manifestation ;

### ARRÊTE

**ARTICLE 1:** Madame SALOMEZ Sophie, Présidente de l'Association « Les Enfants d'Abord » de Draguignan est autorisée à occuper le domaine public communal pour organiser une vente au déballage de type vide-grenier aux conditions ci-après :

- cette vente au déballage se déroulera le dimanche 16 juin 2024, de 06h00 à 17h00, sur la totalité du parking des allées d'Azémar à Draguignan.

- **L'organisatrice ne peut imposer aux participants le montant d'un don et ces derniers peuvent donc s'installer gratuitement.**

- Les dons provenant de cette vente au déballage sont destinés exclusivement à l'association susnommée.

ARTICLE 3 : Madame SALOMEZ Sophie organisatrice doit être en possession des pièces justifiant l'existence de l'association et en particulier la possibilité pour celle-ci, d'organiser et de promouvoir toutes manifestations commerciales ou culturelles à son profit.

ARTICLE 3 : L'organisatrice est tenue expressément de se conformer à toute réglementation locale et nationale d'occupation du domaine public.

ARTICLE 4 : La présente autorisation, délivrée au titre de la réglementation des ventes au déballage, ne dispense pas l'intéressé du respect de toute autre disposition légale éventuellement applicable à ces marchés.

Les emplacements seront attribués par l'organisatrice qui s'assurera de la situation régulière des exposants.

Les particuliers non inscrits au registre du commerce et des sociétés sont autorisés à participer aux ventes au déballage en vue de vendre exclusivement des objets personnels et usagés, deux fois par an au plus. Ils devront remplir, lors de leur inscription, une attestation sur l'honneur de non participation à deux autres manifestations de même nature au cours de l'année civile. Leur participation n'est pas soumise à des limitations géographiques.

Pour les professionnels, leur inscription se fera sur présentation de leur extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou le récépissé de déclaration d'activité remis par le centre de formalités des entreprises pour ceux qui bénéficient d'une dispense d'immatriculation. Ils devront tenir un registre contenant une description des objets acquis ou détenus en vue de la vente permettant l'identification de ces objets.

L'organisatrice doit tenir un registre permettant l'identification des vendeurs et des objets à la disposition des services de contrôle ; ce registre doit être coté et paraphé par monsieur le commissaire de police ou monsieur le maire de la commune et transmis, à l'issue de chaque manifestation et au plus tard dans un délai de huit jours, à la sous-préfecture.

En cas de contrôle pour la tenue des deux registres susvisés, les dispositions prévues par l'article 321.7 du code pénal seront appliquées.

ARTICLE 5 : L'organisatrice est tenue de respecter les conditions de sécurité sur les lieux de vente notamment le respect des passages de sécurité entre les exposants d'une largeur minimale de 1,50 m.

ARTICLE 6 : L'organisatrice doit être assurée en responsabilité civile pour cette manifestation. La commune de Draguignan dégage entièrement sa responsabilité quant aux accidents et dommages de toute nature qui pourraient survenir du fait de l'occupation de cet emplacement.

ARTICLE 7 : L'organisatrice est tenue de faire respecter l'environnement, de retirer tous les sacs poubelles, cartons, divers etc. à la fin de la manifestation, de les déposer dans un container prévu à cet effet, qui ne sera pas obligatoirement sur le lieu de la manifestation et de restituer les lieux en état de propreté à la fin de sa manifestation.

ARTICLE 8 : Le Maire se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la tenue de cette manifestation si celle-ci présente un risque pour l'ordre public ou une gêne quelconque : sécurité, travaux, réaménagements divers, etc., sans qu'il en résulte un droit à indemnité à quiconque.

ARTICLE 9 : En cas de litige intervenant entre les participants à cette manifestation et nécessitant l'intervention de l'autorité municipale ou des services de police, une exclusion temporaire ou définitive des auteurs de trouble sera appliquée sans délai, sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées s'il y a lieu.

ARTICLE 10 : En cas de non-respect par l'organisatrice, de l'une des dispositions du présent arrêté ou de toute réglementation, le Maire se réserve le droit de procéder au retrait de l'arrêté valant autorisation d'occupation du domaine public et de ne plus accorder de future autorisation d'occupation du domaine public.

ARTICLE 11 : Conformément à la délibération n° 2015-185 du 18 décembre 2015, cette occupation du domaine public est consentie à titre gratuit. L'organisatrice peut et ce uniquement pour la journée du **16 juin 2024**, attribuer des emplacements sur le domaine public. Par contre, elle ne peut percevoir en contrepartie, une redevance (somme imposée par elle) pour cette occupation du domaine public. Seule la Commune est habilitée à percevoir celle-ci. Le non-respect de cette obligation entraînera automatiquement le rejet de toute nouvelle demande d'occupation du domaine public, par l'organisatrice. De même l'organisatrice ne peut demander des chèques de caution en contrepartie d'une réservation d'un emplacement sur le domaine public.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de police, Monsieur le Chef de la police municipale, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et rappelle, conformément aux termes de l'article R421-1 du Code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le Tribunal Administratif de TOULON, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

DRAGUIGNAN, LE 06 JUIN 2024

Pour le Maire, Président de DPVa,  
L'Adjointe Déléguée,  
Vice-présidente du Conseil Départemental,



*Christine Niccolotti*  
**Christine NICCOLETTI**